

# POURQUOI LA GRÈVE du 31 JANVIER ?

Depuis 15 ans, les conditions salariales des employé-e-s de la fonction publique sont péjorées : Si elles avaient été respectées, c'est un montant cumulé de plus d'**un milliard et demi de francs supplémentaires** que l'Etat aurait dû dépenser ! Ces trois dernières années, **la fonction publique a contribué au redressement des finances cantonales pour près de 200 millions.**

Aujourd'hui, alors que les  **bénéfices**  de l'année 2007 sont annoncés à hauteur de **800 millions** de francs, le gouvernement propose un nouveau système salarial dit plus « moderne ».

**Mais, le gouvernement refuse d'assumer le coût de la mise en place du projet :** Il ne propose que 20 millions supplémentaires pour 2008/2009 (soit 1% - ! - de ce que les fonctionnaires ont sacrifié ces 15 dernières années).

Il fait payer les re-classifications, notamment celle des futur-e-s **institutrices et instituteurs** - attendue depuis 35 ans et promise depuis plus de 7 ans<sup>1</sup> ! - par des **baisses du salaire contractuel** d'autres employé-e-s de l'Etat et par **les enseignant-e-s concerné-e-s actuellement en fonction.**

**NON À DES REVALORISATIONS FINANCÉES PAR DES PONCTIONS SUR LES SALAIRES DES ACTUEL-L-E-S EMPLOYÉ-E-S DE L'ÉTAT.**

De plus, le gouvernement ne fournit pas toutes les données nécessaires aux syndicats pour négocier le nouveau système salarial.

**NON À DES NEGOCIATIONS FAUSSÉES PAR LE REFUS DE TRANSMETTRE LES INFORMATIONS.**

**NON AUX BAISSSES DES SALAIRES CONTRACTUELS !**  
**OUI AUX REVALORISATIONS IMMÉDIATES PROMISES !**  
**OUI À UN SALAIRE MINIMUM BRUT DE 4000.-/MOIS !**  
**OUI À DE VRAIES NÉGOCIATIONS !**

---

<sup>1</sup> Actuellement, une institutrice qui commence sa carrière gagne 3900.- net/mois